



Communiqué de presse

Du Syndicat CGT
Du CHU de Nantes
3, rue Gaston Veil
44093 Nantes

Objet : Suite article « Il faut absolument que la population nous aide » paru sur Actu Nantes.fr

Nous tenons à réagir aux propos tenus par Monsieur le Directeur du CHU de Nantes dans l'article du 4 Novembre 2020.

Si effectivement la situation sanitaire est grave, tant sur le plan national que sur le plan local, nous ne partageons pas pour autant l'analyse portée par la direction du CHU de Nantes.

Non, il n'est pas possible d'affirmer que les capacités du CHU de Nantes sont importantes. Nous sommes contraints de rappeler qu'avec seulement 6,16 lits de réanimation pour 100°000 Habitants (en 2018) le département de Loire-Atlantique était sous doté par rapport à la moyenne nationale (de 8.12 lits pour 100°000 habitants).

Cette situation de sous dotation étant, en réalité, bien plus importante lorsqu'on la compare aux capacités réanimatoires des métropoles et/ou départements comparables puisque leur moyenne s'établissait autour de 11 lits pour 100°000 habitants.

La transformation des lits de soin continu en lits de réanimation se fait aujourd'hui dans des conditions toujours aussi difficiles. Alors même que le CHU de Nantes et L'Agence Régionale de Santé aurait dû tirer les leçons de la première vague. Profiter des quelques mois dé-confinés pour recruter et former des personnels. Maintenir des capacités réanimatoires hautes et pouvoir affronter cette deuxième vague avec des personnels moins épuisés et mieux formés.

Faute d'anticipation, faute de formation, faute de recrutement les mêmes recettes vont être appliquées. Quand le directeur de l'établissement fait allusion aux 120 recrutements effectués à ce jour, il oublie de préciser que lors de la première vague nous en avons recruté, le double !

Pire, les augmentations de capacités d'accueil en réanimation vantées par la direction du CHU de Nantes ne permettent pas de rattraper notre retard sur la moyenne nationale.

Nos capacités sont donc structurellement insuffisantes ! Malgré nos alertes, malgré les propos de Mme ROLLAND Johanna le projet Hôpital Île de Nantes reste bien en dessous des besoins de la population.

Avec plus de 150 malades hospitalisés à la suite d'une infection au coronavirus, le pic de la première vague est déjà atteint, alors même que ce dernier était intervenu le 13 avril soit plus de, quatre semaines après le début du premier confinement, contraignant le CHU de Nantes à transformer des lits de Chirurgie en lit de Médecine.

Là aussi, cela souligne la folie qu'ont été les fermetures massives de lits d'hospitalisation que nous avons constatées ces dernières années. Plus d'une centaine sur les dix dernières années auxquelles s'ajoutent les 66 Lits d'EPHAD fermés en 2019, et des lits de SSR fermés faute de recrutements.

Le nombre de déprogrammation risque donc de s'amplifier fortement dans les prochaines semaines. Alors même que nous avons la chance (comme au printemps dernier) de ne pas faire partie des territoires où le virus circule le plus fortement. Dès lors, comment apprécier, les volontés de fermetures de lits du projet île de Nantes ?

Cette deuxième vague va donc être bien plus éprouvante pour les personnels hospitaliers au risque de la voir se transformer en tsunami. Les conditions de travail ne cessent de se détériorer. Les changements d'horaires intempestif, parfois la veille au soir pour le lendemain matin, les changements d'affectations, le travail en sous effectifs... Font que franchir cette deuxième vague « dans de bonnes conditions » est totalement illusoire. D'autant plus que sur les 400 professionnels testés positifs depuis le début de la pandémie, plus de la moitié a eu lieu pendant le dernier mois. Que dire des soi-disant « volontaires » étudiants et nouveaux diplômés qui se sont vu imposer de travailler dans les services covid ? Ou des personnels positifs qui continuent de devoir venir travailler, au risque de contaminer collègues et patients ?

Alors oui, il nous faut l'aide de la population. Mais pas seulement dans le respect des mesures barrières et du confinement décidé une fois encore en catastrophe par un gouvernement dépassé par la situation.

Gouvernement, incapable de mettre en place une politique de test adéquate ; incapable de donner les moyens à l'hôpital public d'assurer ces missions ; incapable d'engager une politique de création de lits d'hospitalisation ; incapable de former les personnels de santé dont nous avons pourtant grandement besoin ; incapable de créer un choc d'attractivité.

C'est bien sur ces derniers points que plus que jamais nous avons besoins de la voix de chacun.

Pour le syndicat CGT du CHU de Nantes.

Nantes le 6 novembre 2020